

Les subsides

Certaines rumeurs ont circulé dernièrement. En fait, il y a quelques heures à peine, nous avons eu connaissance, grâce à une fuite, d'un document du Cabinet indiquant que ce dernier comptait accorder une aide spéciale à une autre industrie, *General Motors*. Je me demande dans quelle mesure *General Motors* a besoin de l'aide financière du gouvernement canadien? Selon ce document, le gouvernement envisage de lui donner 200 millions. Je rappelle aux députés, que prises ensemble, toutes les provinces de l'Ouest, y compris le Yukon, ont reçu 114 millions au cours des deux dernières années. Le gouvernement songe maintenant à accorder 200 millions à *General Motors*. Cela donne une bonne idée de la façon dont il traite la région de l'Ouest.

Voyons un peu les choses qu'il a faites dans l'Ouest. Il a donné un milliard pour renflouer deux banques de l'Ouest qui ont fait faillite. S'il avait accordé l'attention voulue à cette région, ces deux banques n'auraient sans doute pas eu de difficulté et ce renflouement n'aurait pas été nécessaire. Au lieu de donner un milliard aux déposants non assurés de la Banque commerciale du Canada et de la Norbanque, s'il avait donné le même montant aux agriculteurs, aux petites sociétés pétrolières et gazières, au secteur forestier, au secteur minier et à la petite entreprise de l'Ouest, ces banques se seraient maintenues à flot sans qu'il soit nécessaire de les renflouer.

• (1750)

Si nous prenons le contrat d'entretien du CF-18, nous constatons que les 75 experts qui ont conseillé le gouvernement pour l'octroi du contrat ont tous convenus qu'il fallait l'adjuger à une entreprise de l'Ouest, *Bristol Aerospace*. Est-ce l'Ouest qui a reçu ce contrat d'un milliard et demi de dollars? Non, c'est Montréal. C'est Canadair qui l'a obtenu. L'autre jour, nous avons appris que si le gouvernement l'aurait octroyé à Canadair c'était notamment pour que Bombardier soit davantage intéressé à acheter cette société.

M. Bissonnette: Les Montréalais s'en souviendront.

M. Riis: Cela continue. Il est facile de voir où vont les préférences du gouvernement.

Pour ce qui est de l'industrie forestière, c'est l'impasse. Les États-Unis veulent imposer des droits compensateurs à notre industrie du bois d'oeuvre. Qu'a fait le gouvernement avec la complicité du premier ministre de la Colombie-Britannique? Il a admis que l'industrie canadienne était subventionnée et que les droits de coupe étaient insuffisants. Il n'en fallait pas plus pour que le gouvernement des États-Unis et les intérêts forestiers américains jugent déloyales nos pratiques commerciales. Les Américains ont donc imposé des droits compensateurs. Qu'avons-nous fait alors? Avons-nous tenté de nous défendre devant la Commission du commerce international, devant le département du Commerce ou devant le GATT? Pas du tout. Nous nous sommes jetés à genoux en faisant notre mea-culpa et en sollicitant la faveur d'une amende honorable, d'un compromis quelconque. Il en est résulté que des dizaines de milliers d'emplois du secteur forestier sont menacés dans tout le pays, mais surtout en Colombie-Britannique. Voilà la réalité. Voilà ce que le gouvernement a fait.

Prenons un peu le cas du contrat pour la construction du brise-glace Polar 8. Tous mes amis de la Colombie-Britannique

le savent, nous avons tenté d'acculer au pied du mur le ministre des Transports (M. Crosbie), le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Côté) et le vice-premier ministre (M. Mazankowski) pour leur faire admettre que nous avons l'offre la plus basse. Nous avons dit: «L'ouest du Canada a besoin de ce contrat. Nos chantiers navals de l'Ouest en ont besoin. Nous en avons besoin en raison de notre chômage excessif. Voilà ce que peut faire le gouvernement fédéral». Pourtant, nous avons eu beau attendre des mois et des mois, nous n'avons reçu aucune réponse. Nous attendons toujours que le gouvernement nous dise à qui il va adjuger ce contrat. S'il se souciait vraiment du sort des Canadiens de l'extrême-Ouest, il dirait: «Nous devons leur adjuger dès maintenant ce contrat, de façon à fournir du travail à des centaines et à des centaines de travailleurs de nos chantiers navals de l'Ouest». Mais il ne dit rien.

Pour lancer une note un peu plus optimiste pour le moment, je me dirai encouragé par la déclaration du vice-premier ministre au sujet de la volonté d'envisager l'appui du gouvernement à l'utilisation du charbon de l'ouest à faible teneur en soufre dans les industries du centre du Canada qui se servent de ce combustible et aussi dans les centrales du plus grand utilisateur, Ontario Hydro. Je suis très encouragé par l'appui que le vice-premier ministre donne à cette idée. J'espère simplement que nous assisterons à des gestes concrets. Pendant toutes les années d'administration libérale, nous n'avons même pas obtenu le plus petit signe d'intérêt pour la question. Au moins le gouvernement de l'heure a manifesté un intérêt certain. Nous attendons de le voir agir parce qu'ici encore, il dispose d'une excellente occasion de démontrer aux Canadiens, surtout à ceux de l'Ouest, qu'il est véritablement prêt à agir. Encore une fois, nous attendons les doigts croisés que l'engagement prenne corps.

Considérons maintenant la situation dans l'industrie pétrolière et gazière. Il est parfaitement clair qu'elle s'est détériorée dernièrement. On peut dire qu'elle s'est dégradée pour toute une série de raisons complexes dont la moindre n'est pas l'écroulement du cartel des pays producteurs de pétrole et la situation désastreuse qui existe maintenant en Alberta. Il y a aujourd'hui 127 000 chômeurs en Alberta. Leur nombre augmentera de 50 000 d'ici la fin de l'année. Le gouvernement de l'Alberta a publié ce chiffre le 5 décembre. Il y a 147 000 personnes qui vivent de l'aide sociale en Alberta et le nombre de familles dans ce cas augmente de 600 par mois. On a utilisé les services de la banque d'alimentation d'Edmonton 180 000 fois cette année, soit 15 p. 100 de plus que l'année dernière. Quand on considère la situation désastreuse de cette province, surtout dans le secteur pétrolier et gazier, on se demande pourquoi le gouvernement ne joue pas un rôle plus dynamique. Nous demandons continuellement qu'on revienne à un prix fixé au Canada. Mais, la décision était de déréglementer l'industrie, ce qui l'a laissée à la merci des forces du marché. Nous en sommes là. Maintenant, les gouvernements provinciaux, les grandes sociétés pétrolières, les petites sociétés pétrolières et les entreprises de prospection réclament en disant: «Débarrassons-nous de cette notion de marché libre. Nous voulons l'aide et l'intervention de l'État».